



## Communiqué de presse De la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT

### L'INDUSTRIE AUTOMOBILE TOUCHÉE DE PLEIN FOUET LA CGT EN ORDRE DE BATAILLE POUR L'EMPLOI

Les principaux syndicats CGT de la filière automobile réunis ce jour à Montreuil font le même constat. Le grand patronat n'a pas attendu l'électrification des véhicules pour s'attaquer aux emplois dans la filière automobile. Pour preuve, les **114 000 emplois supprimés** dans la période 2008/2020, représentant 40% des emplois, mais force est de constater que ces attaques se sont accélérées ces derniers mois !

Les constructeurs généralistes (Renault, Stellantis, VW...) ont continué à faire monter en gamme leurs voitures en augmentant les prix, les rendant inaccessibles à la plupart des consommateurs et c'est la même politique qui a été suivie avec les voitures électriques. Des voitures toujours plus grandes, plus lourdes et bien sûr plus chères ! En 2023, **le prix moyen d'un véhicule neuf a augmenté de 6%** en s'établissant à **plus de 33 000€ !**

**Quelques chiffres qui montrent combien les donneurs d'ordres, soutenus par les gouvernements successifs, saccagent notre filière.**

- De 2020 à 2022, ce sont 5,8 milliards d'euros qui ont été injectés par les pouvoirs publics pour soutenir la filière automobile.
- Entre 2006 et 2021, l'emploi dans l'industrie automobile est passé de 289 000 à 175 000 salariés, soit **une perte de 114 000 emplois (-40 %)**.
- Cela est dû à la stratégie de localisation dans les pays à bas coûts du travail.
- **Le solde commercial** du secteur automobile français a continué de **se dégrader en 2023**, atteignant **MOINS 23,9 milliards d'euros**. Depuis 2007, nous constatons qu'il ne fait que croître, alors qu'il était excédentaire.
- En 2023, parmi les 10 voitures les plus vendues en France, seule l'une d'entre elles est assemblée dans l'hexagone.

L'injonction de l'Union Européenne de proposer uniquement des voitures électriques en 2035 avait été suivie par des réactions des constructeurs qui rivalisaient, à l'époque, pour être le premier à proposer une gamme 100% électrique avant 2030 ! Mais là encore, c'était sans prendre en considération les

réels besoins de la population qui attend toujours un véhicule électrique accessible pour pouvoir remplacer sa vieille voiture.

Alors que les constructeurs attendaient une part de marché des véhicules électriques à 25% en 2025, le score stagne plutôt autour des 15%, ce qui remet en cause toute la politique de transition énergétique voulue par l'UE. Et les constructeurs, après avoir profité de l'aubaine de l'électrification pour délocaliser les fabrications de moteurs thermiques ces dernières années, menacent maintenant de fermer des usines comme VW en Allemagne, ou encore Audi qui annonce la fermeture d'un site en Belgique. Les annonces de création de giga-factories sont également remises en cause un peu partout en Europe, ce qui interroge sur la capacité à fabriquer des batteries électriques pour ne pas dépendre de la Chine.

En France, c'est Valeo qui menace trois sites et pourrait supprimer 1 200 emplois ! De son côté, De Meo vient d'annoncer, outre un nouveau plan de compétitivité, le retrait du moteur F1 à Viry Châtillon menaçant là aussi plus de 500 emplois. On peut également ajouter l'incertitude sur l'avenir du site de Poissy Stellantis.

**Plus largement, c'est toute la filière auto qui est menacée, avec déjà des liquidations judiciaires comme MA France, la Fonderie de Châteauroux Imperials Wheels. Des plans sociaux sont redoutés chez des sous-traitants (GMD, Gestamp, NTN, ZF, Tenneco...) pas très connus du grand public, mais qui constituent une grosse partie des emplois de la filière !**

La CGT organise la lutte partout où cela est possible, mais il faut dès maintenant mobiliser l'ensemble des travailleuses et des travailleurs de la filière pour peser sur les annonces de fermetures ou de PSE !

**C'est dans ce sens que nous vous appelons à faire grève et à vous rassembler devant le salon de l'automobile à Paris le 17 octobre prochain à 11h30 (Paris expo, Porte de Versailles).** Une journée de manifestation qui devra marquer notre détermination à ne pas laisser disparaître nos emplois, nos savoirs, nos savoir-faire et nos qualifications.

Dans le même esprit, nous devons remettre en cause l'attitude des donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants **en nous appropriant le projet de loi des GM&S**. Les camarades de cette usine de la Souterraine, dans la Creuse, ont réfléchi sur une loi qui responsabilise les donneurs d'ordres vis-à-vis des sous-traitants. Nous devons tous nous emparer de ce projet de loi et le défendre auprès des politiques de nos territoires.

Montreuil, le 26 septembre 2024